

Bonjour,

Un point d'éclaircissement s'impose :

Lorsque des civils subissent des combats, bombardements, etc. un des effets immédiats est la présence d'une nouvelle contamination d'engins non explosés et abandonnés (voire de mines). Les premières victimes de ces engins non explosés ou abandonnés sont le plus souvent les enfants (voir par ex. les statistiques du Landmine Monitor), car les enfants vont partout, jouent et sont curieux, même en temps de guerre, même le matin qui a suivi un bombardement. Les adultes sont aussi victimes de ces explosions 'non intentionnelles' (en anglais : 'victim-activated'). D'ailleurs ils sont souvent démunis : que faire lorsque l'on a un UXO devant chez soi, quel numéro appeler, qu'est-ce qui est un explosif et qu'est-ce qui n'en est pas un, etc. Et pour beaucoup aussi, une bombe qui n'a pas explosé n'est plus dangereuse justement parce qu'elle n'a pas explosé etc. Au final, que doit-on dire à ses enfants ?... Dans beaucoup de cas les parents ou enseignants n'ont jamais été confrontés à ce genre de contamination et sont traumatisés par les combats et ont donc besoin d'être guidés.

Croire un instant que les organisations impliquées dans la protection des civils, que ce soit des autorités locales, les UN, les ONG locales et internationales et d'autres organisations internationales vont attendre qu'un accord de paix soit signé pour lancer des opérations de protection c'est faire fausse route.

Croire que ce qui motive ces organisations qui agissent en temps de conflit ce serait un soi-disant marquage de territoire avec des vues 'commerciales' ou l'obtention de 'bonifications' se serait insulter les équipes sur le terrain aussi bien que leurs collègues au siège qui les soutiennent autant que possible. Même si certains en font un business, la lutte anti-mines 'humanitaire' a encore un sens 'humanitaire' en 2014 sinon je n'aurais pas lancé un appel à information aussi ouvert sur ce forum.

Quand la demande vient des autorités, des organisations, des communautés on se lance dans cette lutte.

Quand le risque est évident et que les enfants qui sortent à la moindre accalmie, commencent à perdre leur membres ou leur vie en jouant, en menant leurs troupeaux ou en allant à l'école les seuls jours d'ouverture, on ne se pose pas de question, on se lance aussi.

Pour l'éducation au risque, quand on le peut on le fait sur place. Sinon on utilise la radio, la presse, la TV et tous les autres moyens possibles. C'est déjà arrivé que l'on improvise et publie un communiqué radiophonique quelques heures après le bombardement d'une zone.

La demande d'information que j'ai relayée sur ce forum émane d'une demande d'aide (littéralement, un appel au secours) qui vient d'Ukraine et de nulle part ailleurs car oui des autorités locales, des agences UN ou autre, des ONG, etc. sont actuellement sur place, comme beaucoup d'entre elles sont à Gaza, en Syrie, etc. et ont un mandat, et pour certaines ONG, se sont données elle-mêmes un mandat de protection des civils (parfois y compris de protection des humanitaires eux-mêmes).

D'après les NILAM, la lutte anti-mines se divise en cinq piliers. A part peut être la 'destruction des stocks', la construction ou l'activation de 4 des 5 piliers peut intervenir en temps de conflit même s'il est vrai que pour certains piliers la mise en place est plus difficile que d'autres, voire impossible. Dans de rares cas la mise en place des cinq piliers est quasi-impossible. Au Myanmar par ex. il n'y a pas si longtemps (où à l'époque selon la version officielle il n'y avait pas de victimes de mines puisqu'il n'y avait pas de mines), mais là aussi aujourd'hui la logique s'est inversée, et dans une région comme celle de Kachin au Nord du pays, alors même que le conflit est en cours, la lutte anti-mines est en marche.

En Ukraine quatre des piliers pourraient être progressivement initiés, ou sont déjà de facto en place : l'assistance aux victimes, le plaidoyer, l'éducation au risque et la dépollution. Certes certains de ces 'piliers' sont à l'état embryonnaire mais plus on commence tôt plus on sauve des vies. Selon des sources fiables, au moment où j'écris ces lignes il y a des civils qui appellent les secours (dans des zones sous contrôle des autorités ukrainiennes) lorsqu'elles trouvent des UXO, et des équipes de dépollution du ministère en charge des urgences vont sur place neutraliser ces engins. La lutte anti-mines qui inclut la lutte anti-REG est donc en marche, et pour des raisons purement humanitaires.

Pour résumé, Non la lutte anti-mines n'est pas prématurée en Ukraine, comme elle ne l'est pas en Syrie (ou par exemple un vaste projet d'éducation au risque des mines/REG est en cours sur le territoire syrien même ainsi que dans les pays limitrophes), comme elle ne l'est pas à Gaza, comme elle ne l'était pas au Mali où elle a commencé via les UN et ONG et les autorités locales, 8 mois avant le début de l'opération Serval.

Un immense merci à celles et ceux qui m'ont transmis des informations précieuses sur la situation actuelle en Ukraine. C'est aussi grâce à franco-mines, cela nous aide, et in fine aide surtout ceux sur le terrain qui sont confrontés à gérer plusieurs urgences à la fois, la lutte anti-mines étant une lutte humanitaire parmi tant d'autres.

Tout le meilleur

Hugues